



## PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

### DESCRIPTION DU POSTE

#### INFORMATIONS GENERALES

<b>Intitulé de la mission :</b>	Evaluation des propositions des OSC dans le cadre du projet Tamkeen
<b>Projet :</b>	Tamkeen (Award : 00083925 / Project : 00092161)
<b>Titre du poste :</b>	Évaluateur national des propositions de projets des OSC
<b>Lieu d'affectation :</b>	Tunis - Tunisie
<b>Durée de la mission :</b>	30 jours de travail effectif sur une période de 4 mois
<b>Superviseur :</b>	Conseiller technique principal du projet Tamkeen
<b>Date de début prévue :</b>	01 novembre 2018

#### I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION :

La société civile a littéralement été redécouverte et restructurée en Tunisie à la faveur de la transition que le pays a expérimenté. Force a été de constater le rôle important joué par la société civile, à la fois dans la phase de contestation, avec la contrainte exercée sur le régime autoritaire mais aussi dans la gestion de la phase de transition elle-même. La transition se caractérise comme une période intermédiaire entre deux régimes institués. Le politique et la gestion du pouvoir sont alors ouverts du fait de la déssectorisation du jeu politique propre à ces situations de fluidité.

Les nouvelles relations tissées pendant la gestion de la transition ne sont pas sans conséquences pour le système démocratique en cours de mise en place.

Le cas de la Tunisie, transition qualifiée d'exemplaire en son temps par les analystes, apporte des éléments de réflexion intéressants quant au rôle de la société civile pendant la transition puis ensuite dans la consolidation. La Tunisie est en effet un pays où la société civile est parvenue à exercer une forte pression sur les dirigeants en place, allant jusqu'à les renvoyer du pouvoir. Surtout, elle a été associée très largement, dans la pluralité de ses composantes, à la gestion de la transition. Cette expérience n'a pas été neutre et a influencé ensuite les formes de participation de la société civile post-transition dans le processus de consolidation.

La participation de la société civile dans la gestion politique de la transition, qui était au début imposée, est devenue recherchée par le gouvernement qui a commencé à développer des solutions pour l'association voire la captation de la société civile et les citoyens dans les processus décisionnels afin de renforcer son rôle dans la gestion des réformes dans les divers

Dans ce cadre, le PNUD a mis en place un dispositif qui vise à appuyer la société civile pour qu'elles puissent jouer leur rôle dans les réformes en cours de mise en œuvre en renforçant leurs relations de collaboration et de partenariat avec les institutions publiques.

De ce fait, le projet *Tamkeen* pour le renforcement de la cohésion sociale et l'appui à la société civile se propose de lancer en 2018 deux appels-à-proposition au profit des OSC.

#### I. Appel [1] – Appui aux partenariats entre les instances constitutionnelles indépendantes et les OSC.

Plus de détails sur cet appel-à-proposition seront fournis en temps opportun.

## II. Appel-à-projets [2]<sup>1</sup> – Redevabilité sociale

La Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) reconnaît le rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption et dans le renforcement de la redevabilité publique en appelant les gouvernements à augmenter la transparence, à améliorer l'accès du public à l'information et à encourager la participation des citoyens aux processus décisionnels des gouvernements. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) soutient la capacité et l'engagement de la société civile, notamment en Tunisie, en leur fournissant les outils nécessaires pour travailler efficacement avec les gouvernements et le secteur privé à la mise en œuvre de la CNUCC.

Après une période d'instabilité, la Tunisie s'achemine vers l'édification d'un système démocratique et un Etat de droit. Néanmoins, les enjeux liés à cette période ne peuvent être relevés que par l'implication de tous les acteurs concernés dans le processus démocratique et dans la conduite des affaires publiques. Dans ce contexte de post-transition, la société civile représente un pilier majeur pour l'aboutissement des acquis démocratiques de la révolution de 2011. Le tissu associatif a un rôle important à jouer dans la construction et l'application des réformes et notamment dans le suivi du processus de décentralisation et de ses conséquences sur la vie citoyenne.

L'institutionnalisation du recours à la participation citoyenne dans le cadre de la conduite de l'action publique tend à la transformer en véritable instrument de cette même action publique. Le chapitre VII de la Constitution de 2014 a mis en exergue la participation citoyenne dans les processus décisionnels et notamment dans mise en place de mécanismes renforçant l'intégrité et la redevabilité publique. Toutefois, cette institutionnalisation est progressive et ne peut être assurée que par le biais d'une mise en application effective de l'approche participative et inclusive dans la gestion courante des affaires publiques à l'échelle locale.

Il est à noter, par ailleurs, que l'implication des citoyens et des OSC dans le renforcement de la redevabilité et de l'intégrité du secteur public est une des composantes transversales de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte Contre la Corruption et de son plan d'action opérationnel (2017/2018) et une dimension qui apparaît presque dans tous les buts et objectifs stratégiques identifiés. Il est pertinent de rappeler que la stratégie, adoptée en décembre 2016, a pour objectif de « promouvoir la volonté politique des autorités publiques en créant une dynamique de changement dans le domaine de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption ». Cette stratégie nationale s'est élaborée par l'Instance Nationale de Lutte Contre la Corruption (INLUCC) avec l'appui du PNUD et l'Agence de Coopération Sud-Coréenne (KOICA).

Dans le même cadre, le PNUD appuie l'Instance Nationale de lutte contre la corruption dans la mise en œuvre de stratégies opérées sur plusieurs volets, et ce dans le cadre du programme de coopération « Renforcement de la gouvernance démocratique et de la redevabilité publique en Tunisie » où l'appui à la société civile œuvrant dans le domaine du renforcement de la transparence, redevabilité et intégrité du secteur public constitue un des piliers de l'intervention.

Dans la même continuité, le PNUD fournit un appui à différentes instances constitutionnelles indépendantes

Dans ce contexte, un appel-à-proposition a été lancé par le projet Tamkeen en 2016, et a permis d'appuyer 25 initiatives associatives ayant comme objectifs le renforcement de la participation citoyenne dans le contrôle de l'action publique et la promotion de la redevabilité et l'intégrité

---

<sup>1</sup> Cet appel-à-proposition a été lancé le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

des institutions publiques locales. Cet appel-à-proposition a favoriser le renforcement des capacités des organisations de la société civile partenaires afin qu'elles puissent jouer un rôle significatif dans la mise en place d'un système local d'intégrité, favorisant la participation citoyenne et la transparence, notamment au niveau local.

Dans cette continuité, le projet Tamkeen lance un appel à propositions à destination de la société civile œuvrant au renforcement de la transparence, de la redevabilité et de l'intégrité au niveau du secteur public.

L'objectif global de cet appel-à-proposition est de renforcer les capacités des acteurs associatif en vue d'assurer leur rôle en tant qu'acteurs de la redevabilité au niveau local. Il vise :

1. L'appui aux organisations de la société civile (OSC) dans l'établissement de partenariat durable avec les acteurs publics visant à renforcement de leur rôle de contrôle citoyen des actions des pouvoirs publics ;
2. Le renforcement des capacités des organisations de la société civile pour leur permettre de mieux exprimer leurs besoins et leurs demandes en vue d'améliorer la qualité des services et des politiques dans les domaines identifiés ;
3. La mise en place d'outils de redevabilité sociale d'une manière participative et dans une logique de durabilité ;
4. Le renforcement du lien entre la redevabilité du secteur public d'une part, et l'amélioration de la qualité de l'action publique d'autre part.
5. La promotion de la participation des citoyens et des OSC dans la co-construction de l'action publique, notamment dans le contrôle de l'action publique.

En outre, l'appel à proposition a comme objectifs indirects de renforcer la redevabilité associative et d'appuyer les associations dans leurs processus d'autonomisation et de professionnalisation. L'adoption des principes de bonne gouvernance dans la gestion associative est un élément substantiel dans la volonté d'accroître la crédibilité des associations et de consolider leur relation avec les acteurs partenaires.

Cet appel-à-proposition comporte deux lots :

- **Lot 1** : Renforcement de la redevabilité sociale dans le secteur public.
- **Lot 2** : Appui au rôle des OSC dans la mise en place des îlots d'intégrité à Djerba.

## **II- OBJET DE LA MISSION :**

Le projet fait appel à deux consultants nationaux en vue de réaliser une évaluation pour les propositions de projets reçues des OSC dans le cadre du projet *Tamkeen*.

### 1. Objectif Général :

Assurer une attribution objective et transparente des subventions accordées par le PNUD aux organisations de la société civile.

### 2. Objectif Spécifique :

Evaluer les capacités des OSC, ainsi que la faisabilité technique et financière des propositions reçues, dans le cadre de l'appel à propositions lancé par le PNUD en octobre 2018, selon les critères prédéfinis.

## **III. PRODUITS ATTENDUS (LIVRABLES) :**

A l'issue de la mission le consultant devra soumettre pour chaque appel les livrables ci- dessous :

1. Une grille d'évaluation signée, selon le modèle fourni dans les lignes directrices, pour chaque proposition évaluée contenant le score et les commentaires ;
2. Un tableau récapitulatif des scores attribués (selon le modèle fourni) ;
3. Un rapport succinct qui résume les résultats de la mission de l'évaluation et présente un classement des propositions.

#### **IV. TACHES A EFFECTUER :**

Le Consultant travaillera sous la supervision du conseiller technique principal du projet *Tamkeen*, afin de réaliser l'évaluation technique et financière de chaque proposition. Le travail peut s'effectuer à distance.

#### **V. COMPETENCES ET QUALIFICATIONS REQUISES :**

##### Education :

- Master en économie, gestion, sciences politiques, droit ou toute autre discipline similaire ou diplôme d'ingénieur ;

##### Expérience et compétences :

- Disposer d'un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle pertinente : dans la gestion de projets, le développement, la communication, l'appui à la société civile, l'enseignement en sciences humaines ou en économie gestion ;
- Connaissance avérée en évaluation des propositions (au moins trois expériences similaires) ;
- Bonne connaissance de la société civile tunisienne justifiée par les références (citer les 2 expériences les plus pertinentes) ;
- Une expérience avec le système des Nations Unies ou l'un des partenaires techniques et financiers en Tunisie est un atout.

#### **VI. DATE DE DEMARRAGE :**

La date de démarrage pour cette mission est fixée au 01 novembre 2018.

#### **VII. BESOINS :**

Le consultant doit être en possession d'un ordinateur portable fonctionnel.

#### **VIII. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE :**

Les candidats souhaitant postuler devront soumettre au PNUD :

a) Une offre technique comprenant :

- Un CV mis à jour, incluant deux contacts de vos références (email, téléphone) ;
- Une note méthodologique ;

b) Une offre financière :

Le/la consultant(e) doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les éléments qui le composent à savoir les honoraires (taux journalier), et le nombre de jours de prestation).

## VIII. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

Méthode de notation mixte : l'offre technique sera pondérée de 70% et l'offre financière de 30%. Le contrat sera attribué à l'offre techniquement qualifiée ayant obtenu le meilleur score technico-financier.

Les offres seront évaluées en deux étapes selon les critères suivants :

## IX. EVALUATION TECHNIQUE : LE TABLEAU DES CRITERES TECHNIQUES

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note	Points maximum
1.	Minimum de 05 ans d'expérience professionnelle - De 05 ans à 07 ans d'expérience .....10 pts - De 07 ans à 10 ans d'expérience .....17 pts - Plus de 10 ans d'expériences .....20 pts	20 %	20
2.	Expérience en évaluation de projets - 3 expériences.....20 pts - Plus de 3 expériences.....30 pts	30 %	30
3.	Bonne connaissance de la société civile tunisienne - 02 expériences .....10 pts - Plus de 02 expériences .....15pts	15 %	15
4.	Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution - Compréhension de la tâche.....10 pts - Approche et plan.....15 pts - La qualité de la rédaction en français.....5 pts	30 %	30
5.	Expérience avec le SNU - Une expérience et plus ..... 5 pts	5 %	5
<b>Total évaluation technique</b>		<b>100%</b>	<b>100</b>

## X. EVALUATION FINANCIERE :

Chaque offre financière (F) recevra une note financière (Nf) calculée par comparaison avec l'offre financière la moins-disante (Fm) de la manière suivante :  $NF=100 \times Fm / F$  (F étant le prix de l'offre financière). Pour finir, les propositions seront classées en fonction de leurs notes technique (Nt) et financière (Nf) combinées, avec application des pondérations (**70% pour la proposition technique ; 30% pour la proposition financière**) ; pour aboutir à une note globale (NG). Le marché sera adjugé à l'offre ayant obtenu la note globale (NG) pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité).

## XI. PAIEMENT :

Le paiement sera fait en une fois après réception et validation des livrables demandés (Section III).

**Les propositions incomplètes ne respectant pas ces instructions seront rejetées.**